



---

## 25<sup>ème</sup> Session du Conseil des droits de l'homme

Point 3 de l'ordre du jour

### **Dialogue interactif avec le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme**

Déclaration de la Suisse

Genève, le 12 mars 2014

---

Monsieur le Président,

La Suisse remercie le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme, M. Ben Emmerson, pour son troisième rapport annuel. Elle prend note de ses nombreuses activités et salue en particulier l'effort d'élaboration des principes-cadres quant à l'obligation qui incombe aux Etats de mener des enquêtes indépendantes et impartiales pour établir les faits dans les cas où des civils ont été tués ou semblent l'avoir été.

M. Emmerson a choisi de mettre l'accent sur l'utilisation de drones dans la lutte contre le terrorisme. Son rapport met en lumière les principales controverses juridiques liées au droit international régissant l'emploi de la force sur un territoire étranger, ainsi que celles liées aux droits de l'homme et au droit international humanitaire. Le Rapporteur spécial appelle par conséquent les Etats à collaborer avec lui afin de clarifier leur position en la matière – un appel que la Suisse ne peut que soutenir. La Suisse salue la proposition de M. Emmerson consistant à convoquer un panel interactif d'experts lors de la 27<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'homme.

Monsieur le Président,

La Suisse partage la position du Rapporteur spécial que les drones armés ne sont pas interdits par le droit international, mais que tout usage de la force létale par des drones armés doit respecter le droit international. Il est par conséquent important de clarifier la manière dont les Etats mettent en œuvre concrètement leurs obligations dans le cadre de l'usage de drones armés. La Suisse partage l'avis de M. Emmerson selon lequel il est fondamental d'avoir plus de transparence dans le domaine, afin d'évaluer les conséquences des attaques de drones sur la population civile. Dans ce contexte, la Suisse salue l'analyse de certaines frappes qui auraient causé des victimes civiles en tant qu'approche prometteuse visant à améliorer la transparence. Elle invite les Etats concernés à collaborer avec le Rapporteur spécial.

En outre, la Suisse est prête à contribuer aux discussions sur ce sujet et à répondre aux questions posées dans le rapport, ceci dans le but de s'assurer que le droit international, en particulier le droit international humanitaire et les droits de l'homme, soit pleinement respecté.

La Suisse souhaite poser les questions suivantes:

- Est-ce que le Rapporteur spécial est de manière générale satisfait avec la coopération des Etats en ce qui concerne la collecte des informations et la rédaction de son rapport?
- La Suisse souhaite répondre aux questions pertinentes posées dans le rapport. A cet égard, M. Emmerson prévoit-il donc un processus formel (par ex, par le biais d'un questionnaire) afin de permettre aux Etats de répondre à ces questions ?
- La Suisse a pris note avec intérêt de la recommandation relative à la convocation d'un débat interactif d'experts. Quels sont les aspects qui devraient être discutés en priorité?

Monsieur le Président, nous vous remercions de votre attention.